l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

**« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)**

**CHS Novillars**

Besançon, le 14/09/2020

# *Les véritables sauvages*

Macron et son gouvernement, prenant la suite de la campagne engagée par le Rassemblement national (RN), se sont lancés dans une surenchère de démagogie sécuritaire. Projet de loi contre le « séparatisme », reprise du vocabulaire de l'extrême droite sur « l'ensauvagement de la société » : tout est bon pour masquer la gestion calamiteuse de la crise sanitaire et les attaques portées par les capitalistes contre le monde du travail.

**Une campagne mensongère**

Pendant tout l'été, les mouvements d'extrême droite ont instrumentalisé des faits divers sordides en les reliant à l'immigration. Pourtant, les études statistiques ne montrent pas d'augmentation de la délinquance au cours des derniers mois ou années. Dès lors, cette campagne aurait pu rester cantonnée aux réseaux de la fachosphère.

**… reprise par le gouvernement**

Mais depuis la fin de l'été, on voit le gouvernement surenchérir sur la démagogie sécuritaire et raciste du RN. Macron accuse de menées « séparatistes » les manifestants antiracistes ayant participé au mouvement international suite à la mort de George Floyd aux États-Unis.

Darmanin se saisit du même vocable et prépare une loi, présentée comme un rempart à « la guerre civile », contre le séparatisme « islamique ». Et la démagogie xénophobe du ministre de l'Intérieur devient criminelle : il pousse le cynisme jusqu'à interdire des distributions alimentaires aux migrants à Calais.

Comme ses prédécesseurs, Darmanin est tout juste bon à parader, protégé de ses robocops, le temps de quelques photos, dans des quartiers souffrant du chômage, de la misère et des trafics qui en découlent ; comme il l'a fait à Grenoble le 26 août dernier. Tout ça c'est du spectacle ! Aucune mesure contre l'injustice sociale. La population de ces quartiers n'a rien à attendre des politiciens pour résoudre les réels problèmes auxquels elle fait face.

**La première des violences**

Mais, pour Macron et consorts, la question n'est pas là. Pointer la prétendue violence des classes populaires leur permet surtout de détourner l'attention de celle, structurelle et bien plus envahissante, des capitalistes et des États à leur service. Ce sont eux qui, par leurs licenciements programmés, chez Renault, Nokia, Auchan, General Electric, etc., brisent des vies et plongent familles, quartiers et villes dans la pauvreté ! C'est pour alléger leurs cotisations et impôts que l'hôpital et la sécu ont été dépecés, avec les conséquences dramatiques révélées par la crise sanitaire actuelle. C'est leur police raciste qui traque et harcèle les migrants, les laisse mourir en Méditerranée, tue et mutile dans les manifestations et les quartiers. Ce sont leurs gouvernements qui refusent d'accueillir les 12 000 réfugiés du camp de Moria de l'île grecque de Lesbos. La voilà la première des violences ! Les voilà les véritables sauvages !

**À nous d'imposer notre agenda politique**

Face à l'urgence de la crise sanitaire et sociale actuelle, le monde du travail n'a pas à se faire dicter son agenda politique par ces sauvages qui nous exploitent et nous gouvernent, mais a tout intérêt à imposer le sien :

– un million d'embauches dans les services publics ;

– l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes ;

– le partage du travail entre tous sans perte de salaire pour en finir avec le chômage ;

– au moins 300 euros d'augmentation des salaires par mois pour toutes et tous, et toutes les mesures nécessaires pour préserver notre santé, celle de nos anciens et celle de nos enfants.

Pour cela, il faudra retrouver le chemin des mobilisations collectives. La grève du jeudi 17 septembre pourrait constituer une nouvelle étape dans ce sens en nous permettant d'exprimer nos revendications.

**Manifestation à Besançon**
**jeudi 17 septembre à dix heures trente, place de la Révolution**

### *100 milliards pour le patronat*

Alors que les gouvernements successifs n'ont pas arrêté de nous dire qu'il n'y avait pas d'argent pour les retraites, pour les chômeurs, pour les hôpitaux et les écoles, Macron annonce un plan de relance de 100 milliards pour les entreprises.

Ces milliards sont distribués sans aucune contrepartie, alors que les entreprises annoncent des licenciements à la pelle, même dans les secteurs comme les labos (Sanofi) qui ont fait des bénéfices très importants. Quand il s'agit de faire des cadeaux aux plus riches, l'argent coule à flot.

Pour dénoncer cette politique, manifestons jeudi 17 septembre à 10 heures 30, place de la Révolution à Besançon.

### *Augmenter les salaires n'est pas suffisant*

Le gouvernement va donc augmenter les salaires dans la fonction publique hospitalière. 180 euros, cela va nous faire du bien, mais rappelons que depuis des années nos revenus sont bloqués et que cela ne fait que rattraper le retard, soit environ 18 euros par an. Il faut dire que la crise sanitaire a révélé à la population le triste état de la Santé en France.

Mais même avec cette augmentation, les comptes n'y sont pas. Les hôpitaux sont toujours soumis à la rentabilité, les effectifs sont nettement insuffisants et les moyens de travailler correctement également.

### *Une prime à la tête du client*

Le gouvernement a annoncé que la prime de service sera désormais liée à l'évaluation des salariés. Nous savons tous, pour les vivre chaque année, qu'il n'y a pas plus subjectif que les évaluations. Comme dans le privé, l'obtention de ces primes sera en fonction de votre rentabilité et de votre soumission. Il faudra que le personnel accepte les heures supplémentaires, le travail sur repos pour remplacer les collègues, etc. Donner d'un côté pour reprendre de l'autre, voilà les directives du gouvernement !

### *Les cuisines toujours en difficulté*

La charge de travail en cuisine est infernale. Beaucoup sollicité pendant la crise du Covid, le service n'a guère vu sa situation s'améliorer. La direction prévoit une modification profonde du service, mais n'annonce pas les moyens humains qu'elle compte mettre en place pour faire face à des conditions de travail déjà difficiles.

### *Pompiers pyromanes*

La semaine dernière, le camp de réfugiés de Moria, sur l'île grecque de Lesbos, a été ravagé par les flammes. Plus de 12 000 personnes y étaient enfermées dans des conditions sanitaires déplorables, aggravées par les restrictions liées à la Covid-19. Les voilà sans le moindre abri ni protection.

Depuis, Macron et Merkel jouent les bons princes en claironnant qu'ils se tiennent prêts à accueillir une poignée d'entre eux. Mais c'est bel et bien le refus des grandes puissances européennes d'ouvrir leurs frontières à ceux qui fuient la misère et la violence qui crée cette situation.

### *« Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage »*

Ces mots de Jean Jaurès sont plus que jamais d'actualité. Alors que depuis le mois d'août la tension monte dans l'est de la Méditerranée entre la Grèce et la Turquie, le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a officialisé l'achat à la France de 18 avions Rafale.

Pour l'impérialisme français, cette annonce est une double victoire : en premier lieu, car le marchand de mort Dassault Aviation va pouvoir continuer à engranger de juteux profits. De plus, l'armement de la Grèce, auprès de laquelle l'armée française a multiplié les exercices ces dernières semaines, s'en trouve renforcé dans sa lutte avec la Turquie pour le contrôle des ressources gazières de la région.

Pour l'impérialisme français, le contrôle d'une partie du Proche-Orient (à commencer par le Liban) ou de la Libye vaut bien interventions militaires et ventes d'armes, quitte à prendre le risque d'embraser la région…

### *80 000 tonnes*

C'est la quantité de pesticides interdits dans l'Union européenne parce que trop toxiques qui sont chaque année exportés par des industriels… de l'Union européenne. Des tonnes d'atrazine, une substance qui pollue l'eau et peut provoquer le cancer, sont ainsi produites, notamment par Syngenta dans le Gard, et expédiées en Ukraine pour produire du maïs qui finit dans nos assiettes.

Les responsables européens se défendent en rejetant la faute sur les pays importateurs alors que ce sont eux qui ont autorisé l'exportation de ces produits interdits (80 000 tonnes pour la seule année 2018). Faites ce que je dis, pas ce que je fais.

*Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr*
*Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/*